

Valérie Bouloudani • Claudine Coppel • Geneviève Joly • Renée Lecomte

RIEN DE TEL QU'UNE BONNE CRISE !

Le défi des initiatives citoyennes



Illustrations de Caro

“Rien de tel qu’une bonne crise”

Actualisation

Préface

Dans notre livre “Rien de tel qu’une bonne crise” ! Le défi des initiatives citoyennes », nous envisagions chaque crise en trois phases.

1. La première voyait les symptômes s’accroître.
2. Avec leur stabilisation et le point de retournement de la crise, la première phase s’achevait pour laisser apparaître la seconde.
3. Puis lors de la troisième, les phénomènes régressaient : un retour vers la normale était possible. Le livre mettait l’accent sur la description et l’analyse des crises.

Cinq ans après sa publication, nous percevons que nous ne sommes pas sortis de ces crises, qu’elles sont toujours d’actualité, qu’il faudrait mettre l’accent sur comment les résoudre. Introduire une phase de cicatrisation ? Comme le proposent les analystes des crises en entreprise, peut être, mais pas forcément suffisant.

Car, comme Bertrand Piccard en témoigne, elles nous renvoient aussi à nos propres incertitudes et choix : «...une crise est une possibilité ‘aventure offerte par la vie et que l’on refuse, par peur de perdre le contrôle¹. » Dans ce cas, peu d’espoir d’en sortir !

Ne perdons pas confiance, les « aventures » que nous relatons dans les parties soins et initiatives citoyennes sont porteuses d’espoirs.

¹ Bertrand PICCARD : *Changer d’altitude : quelques solutions pour mieux vivre sa vie* Stock 2014 295 P.

RIEN DE TEL QU'UNE BONNE CRISE!

Le défi des initiatives citoyennes

Livret

LA CRISE ÉCOLOGIQUE

Claudine Coppel

Actualisation



Illustrations de Caro

Nous entrerions donc dans cette phase chronique, cœur de la crise où il faut rester très vigilant où tout peut encore basculer.

On est loin de la phase de cicatrisation.

Le changement majeur : la prise de conscience du changement climatique

Valérie Masson-Delmotte : http://www.universcience.tv/video-a-la-veille-de-la-cop22-retour-sur-la-cop21-10713.html?utm_content=buffer1da74&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer

Diagnostic

Jour du dépassement global de la Terre : 8 aout 2016

<http://www.overshootday.org/newsroom/press-release-french/>

Températures dans les Alpes du Nord

Source : l'Observatoire savoyard du changement climatique dans les Alpes du Nord

L'année 2016 se situe à la 9e place des années les plus chaudes depuis 1959 dans les Alpes du nord. La température moyenne est supérieure de +1.6°C à la normale 1961-1990 (climat passé) et de +0.75°C à la normale 1981-2010 (climat actuel). ... La tendance au réchauffement continue sa progression et passe à +2.16°C depuis 1959. Les statistiques deviennent éloquentes : les trois dernières années forment le trio le plus chaud jamais mesuré, et 8 des 10 années les plus chaudes sont situées après 2003. C'est bien sûr du jamais vu depuis le début des mesures et sûrement un bon millénaire.

Emissions mondiales de CO2 dans l'atmosphère

<https://www.letemps.ch/suisse/suisse-transforme-dechets-or> <http://www.blog-afse.fr/content/cop21-prix-du-carbone-quoi-de-neuf>https://www.planetoscope.com/search?name_cherche=localiseStat_pn&cherche_mot=Monde

Chaque seconde dans le monde, plus de 1 million de kilos de CO2 sont émis dans l'atmosphère. Cela représentait, en 2015, des émissions de 32.1 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO2) dans l'atmosphère. Le taux de concentration de CO2 dans l'atmosphère a lui aussi atteint un record avec 400 ppm.

Un décès sur quatre d'origine environnementale

Le 15 mars 2016 par Romain Loury : <https://www.letemps.ch/suisse/suisse-transforme-dechets-or> <http://www.blog-afse.fr/content/cop21-prix-du-carbone-quoi-de-neuf> <http://www.journaldelenvironnement.net/article/un-deces-sur-quatre-d-origine-environnementale,68247?xtor=EPR-9>

L'environnement est responsable de 23% des décès dans le monde, soit 12,6 millions de morts en 2012 en grande partie liés à la pollution de l'air, révèle un rapport publié mardi 15 mars par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : "En 2012, l'OMS estime que 23% des décès étaient liés à une cause environnementale, et même 26% chez les enfants de moins de

cinq ans. Pour deux tiers d'entre eux, il s'agit de maladies non transmissibles (cardiovasculaires, respiratoires, cancers, etc.), responsables de 8,2 millions de décès".

Zones les plus touchées : l'Asie du Sud-est (Inde, Bangladesh, Indonésie, Thaïlande, etc.) compte 3,8 millions de décès liés à l'environnement, devant le Pacifique occidental et ses 3,5 millions de morts (Chine, Cambodge, Laos, Philippines, Vietnam, etc.), l'Afrique et ses 2,2 millions de décès. L'Europe atteint 1,4 million de morts, les Amériques 847.000 décès.

Chine et Inde en tête

En proportion de décès, ce sont les pays à revenu faible ou intermédiaire qui sont les plus frappés: la Chine et l'Inde se situent à 30%, tandis que les pays du nord d'Europe arrivent en queue, à 9% pour Islande et la Norvège. La France se situe quant à elle à 11%, ex aequo avec les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Espagne, mais un peu devant le Royaume-Uni (12%) et l'Italie (13%).

La pollution de l'air constitue la principale source de maladies non transmissibles d'origine environnementale: dans un rapport publié en mars 2014, l'OMS l'estimait responsable de 7 millions de décès en 2014, dont 3,7 millions dus à la pollution atmosphérique et 4,3 millions en raison de la pollution de l'air intérieur -les deux causes pouvant se chevaucher.

25% des AVC dus à la pollution atmosphérique

Dans ce nouveau rapport, l'organisme estime que la pollution atmosphérique est responsable de 25% des accidents vasculaires cérébraux (AVC), de 23% des infarctus et de 14% des cancers du poumon. Quant à l'air intérieur, pollué par la combustion de charbon ou de bois, il explique 28% des AVC, 18% des infarctus et 17% des cancers du poumon.

Causes et conséquences

La responsabilité des hommes dans la sixième extinction

F. Boucar Diouf, biologiste, océanographe, conteur a présenté au Sommet du G20 de 2016 *la responsabilité des hommes dans la sixième extinction* (extrait de l'article de La Presse du 10 septembre 2016) :

.... "L'anthropocène, c'est cette période de temps marquée par l'arrivée de l'humain sur la planète bleue. C'est un clin d'œil dans l'histoire de la Terre. J'ai bien dit un clin d'œil, parce qu'on a calculé que, si on ramenait l'histoire terrestre à une échelle de 24 heures, l'espèce humaine y serait apparue à 23h59 et 56 secondes. Donc, en seulement 4 secondes d'existence, nous avons saccagé profondément ce que la Terre a mis 24 heures à construire, car l'anthropocène est aussi synonyme de cet incontestable drame appelé la sixième extinction.

Nous assistons aujourd'hui à un anéantissement de la biodiversité dont le principal responsable est l'Homo sapiens. La paléontologie nous enseigne que depuis 450 millions d'années, la Terre a connu cinq extinctions massives causées par des changements environnementaux fatals à certains groupes d'êtres vivants. La cinquième et dernière grande extinction naturelle s'est produite au jurassique, il y a 65 millions d'années.

Une météorite de quelques kilomètres, tombée à Chicxulub, au Mexique, avait alors précipité la disparition des dinosaures qui vivaient sur la Terre depuis 175 millions d'années. Certains petits dinosaures ont quand même échappé à cette fin tragique et ont engendré nos oiseaux actuels. Après chacun de ces épisodes d'extinction, la nature a eu besoin, selon les spécialistes, d'une dizaine de millions d'années pour se reconstruire...

La Terre est devenue un buffet ouvert pour une seule espèce : l'Homo sapiens. Bienvenue dans ce qu'on appelle l'anthropocentrisme. Ici, il y a une espèce élue et toute la création est à son service"...

Quand deux irrptions de quelques heures bouleversent le climat de la planète entière !

Volcan du Tambora des 5 et 10 Avril 1815 sur l'île de Sumbawa dans les Indes orientales néerlandaises (extrait de "L'année sans été : Tambora², 1816, le volcan qui a changé le cours de l'histoire", Gillen D'Arcy Wood³).

P. 102 : L'absence de mousson l'été 1816 dans le Bengale : *"Pour les malheureux Bengalis, les pluies de Juin étaient mystérieusement insignifiantes. Dans le delta, les cours d'eau indispensables à la vie s'asséchèrent, menaçant la récolte de riz. Cette interruption dévastatrice de la mousson, qui a duré au moins jusqu'à la fin Août, est la plus longue que le sous-continent indien ait jamais connue. Une étude des cernes des cèdres de l'Himalaya, réalisée en 2007, montre une « croissance extrêmement faible » des arbres dans tous les bassins des fleuves du nord de l'Inde en 1816, ce qui indique un sévère manque d'humidité".*

P. 74 ... *"Le Tambora a provoqué à la fois des inondations et la sécheresse dans l'Europe des années 1816-1818, une donnée que l'on retrouvera tout autour du globe".*

P. 62 ... *"L'été genevois de 1816 reste le plus froid et le plus humide depuis 1753, date des premiers relevés météorologiques. Cette année restée dans les mémoires - on compta 130 jours de pluie entre Avril et Septembre - gonfla les eaux du Léman, inondant la ville de Genève. Au sommet des montagnes, la neige refusait de fondre... Dans certaines parties de la ville, on ne pouvait se déplacer qu'en bateau".*

Soins

Changement de stratégie au niveau mondial

Du niveau mondial aux stratégies de pays : partir des volontés des pays (ou "parties") plutôt que l'approche descendante, autoritaire mais non respectée du protocole de Kyoto. Extrait de : <https://www.letemps.ch/suisse/suisse-transforme-dechets-or> <http://www.blog-afse.fr/content/cop21-prix-du-carbone-quoi-de-neuf>

² L'irruption du volcan du Tambora des 5 et 10 Avril 1815 sur l'île de Sumbawa dans les Indes orientales néerlandaises

³ Ed. La Découverte sept 2016

Katheline Schubert : *“A l’annonce de la COP21 (Paris 2015), à l’opposé du Groupe de Tarification du Carbone, la voie qui a été retenue pour la COP21, est une « approche dite “Pledge and Review” (engagement/révision), après l’échec de l’approche de Kyoto fondée sur les instruments économiques. Elle consiste à laisser chaque pays annoncer l’effort qu’il consent à faire en matière de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, c’est à-dire sa « contribution prévue déterminée au niveau national” (INDC, Intended Nationally Determined Contribution). De nombreux économistes ont souligné que l’approche Pledge and Review a fort peu de chance de parvenir à son but, au sens où il est douteux que l’addition des engagements des pays permette d’obtenir un engagement de réduction des émissions de carbone suffisant pour maintenir la hausse de température en dessous des fatidiques 2°C. On en sait un peu plus depuis le 30 octobre, date à laquelle le secrétariat de la CCNUCC a publié un rapport [2] quantifiant l’impact global des engagements nationaux de 146 pays en date du 1er octobre 2015 (soit 119 INDC distinctes, l’Union européenne étant considérée comme une seule Partie représentant 28 pays). Ce rapport rappelle l’extrême hétérogénéité des INDC, qui rend leur comparaison et leur addition particulièrement complexe. Il met cependant en avant le résultat suivant : les INDC feront baisser la moyenne mondiale des émissions par tête de 8% d’ici 2025 et 9% d’ici 2030. “Les INDC ont la capacité de limiter l’élévation de la température prévue à environ 2,7 degrés Celsius d’ici 2100, ce qui n’est en aucun cas suffisant, mais se situe beaucoup plus bas que les quatre, cinq degrés voire plus de réchauffement projetés par beaucoup avant les INDC”, a déclaré Mme Figueres, secrétaire exécutive de la CCNUCC.*

On peut toujours considérer le verre à moitié plein ou le verre à moitié vide, se réjouir des résultats obtenus ou regretter que l’on n’ait pas fait mieux.”

Energies renouvelables : réorientation de la politique marocaine



A l’opposé du projet Desertec prévu (abandonné en 2014) pour alimenter l’Allemagne en énergie solaire venant du Maroc, la politique marocaine développe son potentiel d’énergies renouvelables et la réoriente vers sa population.

Extrait de : https://www.huffingtonpost.fr/2016/02/06/centrale-solaire-maroc-inauguration-noor_n_9166598.html

“Entre le 4 février dernier (2016) et ce 12 octobre à 18h07, les 480 ha de miroirs paraboliques de NOOR 1 - du mot lumière, en arabe-, avaient déjà débité 376 982 MWH. Un résultat conforme aux attentes : 500 000 MWH par an, l’équivalent de la consommation de 540 000

habitants (au niveau actuel) dans un pays qui en compte 35 Millions. Cette installation... est la vitrine de la transition énergétique au Maroc. Deux autres centrales solaires thermiques (à partir du solaire aussi) sont en cours d'achèvement et devraient entrer en service en 2017. L'ensemble cumulera une puissance de 510 MWH. Sur ce même site de 3 000 ha, une centrale photovoltaïque de 70 MW doit également voir le jour en 2018. Ouarzazate, le plus grand complexe solaire du monde, n'est pourtant qu'une brique dans le plan national de déploiement de l'électricité d'origine renouvelable. Il vise à faire passer sa part de 30 % des capacités installées à 42 % en 2020, puis à 52 % en 2030, principalement grâce au solaire et à l'éolien, le potentiel hydraulique étant déjà largement mis en valeur."⁴

Grand producteur de déchets, la Suisse mise sur le recyclage

Extrait de l'article *Comment la Suisse transforme ses déchets en or* : <https://www.letemps.ch/suisse/suisse-transforme-dechets-or>

"Alors qu'en 2015, le taux de recyclage des déchets ménagers en Europe flirtait avec une moyenne de 28%, la Suisse atteignait un niveau de 53,5%. Seules l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique font mieux. L'injonction politique a aidé. Depuis l'application du principe du «pollueur-payeur» aux cantons en matière de déchets, les trois quarts des communes suisses ont introduit une taxe au sac et le taux de recyclage, en vingt ans, a doublé. Pourtant, l'initiative "Economie verte" sur laquelle les Suisses voteront le 25 septembre (2016) veut mieux faire encore. Il s'agirait d'améliorer les cycles de vie des matériaux afin de réduire les besoins en matières premières ainsi que la production de déchets." Depuis la votation a eu lieu : même si la proposition a été rejetée, c'est déjà une victoire pour le Parti écologiste suisse et son "économie verte" qui prône une économie "circulaire", basée sur la revalorisation des biens de consommation, le recyclage des matières premières, et la réduction de la consommation d'énergie et des émissions polluantes.

Initiatives citoyennes

Ungersheimen Alsace : Une commune s'engage vers la transition écologique

Extrait de *Transition écologique : mais qu'est-ce qu'on attend ?* (Antoine de Ravnigan, 23/11/2016) <https://www.alternatives-economiques.fr/transition-ecologique-quest-quon-attend/00012652>

La municipalité d'Ungersheim a permis la réalisation de la plus grande centrale photovoltaïque au sol d'Alsace : *"Marie-Monique Robin a fait un film magnifique⁵ concernant le village alsacien d'Ungersheim engagé à fond dans la transition écologique : jardins et cantine bio, maisons passives et bio-sourcées, parc d'activités photovoltaïque... Et même voiture à cheval pour le ramassage scolaire. Une magnifique histoire d'hommes, de femmes et d'enfants.*

⁴ Antoine de Ravnigan Extrait de l'article : Quand le Maroc passe au vert In Alternatives économiques N° 362 nov 2016

⁵ Qu'est-ce qu'on attend ? Réalisation : Marie-Monique Robin. Durée : 1 h 59. En salle le 23 novembre 2016.

Notre village est en transition. Pourquoi ? Car on n'a plus le temps d'attendre

D'ailleurs, qu'est-ce qu'on attend ? Des habitants d'Ungersheim, commune rurale située à 15 km de Mulhouse, ouvrent le film sur ces quelques mots. Ils parlent au spectateur, gros plan, face caméra, fond noir.

Richelieu, ou le retour du cheval en ville

Du bonheur, dès la première image. Nous sommes à bord de la voiture attelée tirée par Richelieu, placide hongre de trait comtois affecté au transport scolaire, à la collecte des déchets recyclables et autres menus travaux municipaux. Merci Richelieu, qui brûle du carbone local - du foin - et évite à la commune de payer pour 4 600 kilomètres de carburant fossile. A l'arrière de la calèche, les enfants, qui font des youyous aux automobilistes, sont ravis : ils ne vont pas à l'école mais à la mairie, pour interroger M. le maire sur cette fameuse transition écologique...

21 actions pour le 21e siècle

En 2009, la commune élabore un programme de "21 actions pour le 21e siècle", sur une base participative. En 2015, lorsque Marie-Monique Robin réalise un documentaire télé sur Ungersheim - dont la matière va fournir la base de son long métrage -, la quasi-totalité de ce programme a été réalisée. La caméra nous emmène aux Jardins du Trèfle rouge, une ferme maraîchère bio installée sur un terrain acquis par la commune où travaillent une trentaine de salariés, la majorité en insertion. Ils fournissent toutes les semaines des paniers bio aux habitants et alimentent la cuisine municipale. Mais ce n'est pas la seule activité de la régie agricole du village.

Pour relocaliser la production alimentaire

Ungersheim a créé une conserverie municipale, où l'on transforme les légumes déclassés en jus, soupes et autres ratatouilles. A propos de régie, la commune a repris à la Lyonnaise la gestion de l'eau. Ce qui a permis de réduire de 20 % les factures des habitants. Ungersheim songe à créer une régie pour l'énergie. En attendant, la municipalité a permis la réalisation de la plus grande centrale photovoltaïque au sol d'Alsace, où les panneaux servent en même temps de toiture aux bâtiments d'une toute nouvelle zone d'activités. Ils produisent l'équivalent de la consommation de 10 000 habitants, hors chauffage. Mais la meilleure énergie étant celle que l'on ne consomme pas, Ungersheim promeut aussi la construction de maisons « passives », construites en bois et murs de paille...

Le bonheur c'est maintenant

Mais plus que toutes les réalisations, inventions et réinventions que nous découvrons ici, ce qui saisit le plus dans le film revigorant de Marie-Monique Robin, c'est le bonheur des enfants, des femmes et des hommes engagés dans cette aventure collective. On y ajoutera la volonté d'Ungersheim d'impliquer les jeunes générations, qui participent à la récolte des pommes de terre, à la construction d'une éolienne ou apprennent à mesurer le potentiel photovoltaïque du toit de leur maison. A travers ce film, les habitants d'Ungersheim nous disent une vérité profonde, vécue de l'intérieur : la transition écologique, ce n'est pas un mouvement à regret, que nous imposerait le changement climatique et dont nous nous dispenserions volontiers. C'est une aventure joyeuse, la redécouverte d'un vivre et d'un faire

ensemble, une aventure qui fabrique du bonheur, parce que l'on se découvre, parce que l'on se rencontre, parce que l'on construit à plusieurs et parce que l'on ne peut construire qu'à plusieurs...Et nous y mettre. Qu'est-ce qu'on attend ?"

Le tribunal citoyen contre Monsanto

Extrait de : <http://www.univers-nature.com/actualite/alimentation-sante-eau/le-tribunal-citoyen-contre-monsanto-67989.html>

"Du 14 au 16 octobre (2016), à la Haye, un « Tribunal citoyen contre Monsanto » va délibérer des actions passées et présentes du géant de l'agro-industrie. Les organisateurs ne prétendent pas mener un procès formel devant une cour internationale, mais une action symbolique. Celle-ci formera néanmoins ses délibérations en droit, en adoptant une procédure aussi proche que possible des pratiques juridiques existantes, le but étant que « la résolution » de ce tribunal citoyen aide toute procédure formelle à travers le monde.

Les juges, qui ont tous exercé pour des cours nationales et internationales, baseront leur jugement sur des mémos juridiques et le témoignage d'une trentaine d'experts et de victimes venant de 5 continents. Monsanto a, lui, refusé d'être présent à ce tribunal citoyen. Après que la cour se soit prononcée courant décembre, les dossiers juridiques seront rendus publics afin de permettre à tout avocat de victimes de les utiliser en face de tout tribunal officiel. Le comité d'organisation espère ainsi rendre les procédures moins difficiles pour les victimes, généralement peu enclines à investir du temps et de l'argent en litige qu'elles savent avoir peu de chance de voir se conclure en leur faveur d'avoir un résultat positif.

Le tribunal va se concentrer sur 6 axes :

L'atteinte au droit à un environnement sain,

L'atteinte au droit au meilleur état de santé qu'une personne soit capable d'atteindre,

L'atteinte au droit à l'alimentation,

L'atteinte au droit à la liberté d'expression et à la recherche scientifique,

Si Monsanto s'est rendu complice de crime de guerre lors de la guerre du Vietnam,

Si les activités de Monsanto ont porté une atteinte grave à l'environnement, qui pourrait constituer les éléments constitutifs du crime d'écocide.

Les cinq premiers points se rapportent à l'état actuel du droit, le sixième, en revanche, introduit une notion que le tribunal aimerait voir reconnue par les cours pénales internationales. L'un des espoirs du comité d'organisation est en effet de montrer la nécessité d'introduire la notion d'écocide dans le droit. Cela permettrait de poursuivre les compagnies comme Monsanto non seulement au civil, mais aussi pénal.

Le tribunal souhaite aussi mobiliser les citoyens. Si la cour se concentre sur Monsanto, c'est en pensant à tout le système agro-industriel derrière, y compris les transnationales inconnues du grand public qui polluent notre environnement impunément."

La bataille juridique du roi nigérian tribal contre la Shell



Extrait de : <https://www.goodplanet.info/actualite/2016/11/22/nigeria-croisade-dun-roi-tribal-nigerian-contre-shell/>

Emere Godwin Bebe Okpabi brandit une bouteille en plastique remplie d'eau croupie : la preuve, pour ce chef tribal, de la pollution qui ravage le delta du Niger et pour laquelle il est venu chercher justice à Londres.

"Si j'ouvre cette bouteille, toute la pièce va sentir le pétrole. Cette eau, mon peuple la boit", lance le roi de la communauté Ogale, dans une interview accordée à l'AFP dans les bureaux de ses avocats au centre de la capitale britannique.

Portant une tenue traditionnelle et coiffé d'un haut de forme, il est venu à Londres pour assister à partir de mardi à une audience devant la Haute Cour.

Pendant trois jours, les représentants légaux de plus de 40.000 Nigériens vont demander des comptes au géant pétrolier Shell qu'ils tiennent responsable des fuites d'oléoducs ayant détruit leurs terres et pollué leurs étangs.

"Les gens de ma communauté sont frappés par des maladies étranges. Certains souffrent de maladies de la peau ou d'infertilité. D'autres meurent subitement", s'émeut le roi Okpabi qui porte autour du cou un imposant collier rouge. *"J'ai les moyens d'acheter de l'eau minérale. Mais pas pour tout le monde",* ajoute-t-il.

Le groupe anglo-néerlandais estime qu'un éventuel procès contre sa filiale nigériane SPDC devrait être organisé au Nigeria où les faits se sont déroulés, et non en Europe.

Mais pour le roi Okpabi, la justice britannique représente le dernier espoir de mettre fin à la pollution qui tue son peuple.

"Shell, c'est le Nigeria, autant que le Nigeria, c'est Shell. Jamais vous n'allez gagner contre Shell devant un tribunal nigérian. La vérité, c'est que le système judiciaire nigérian est miné par la corruption", tonne-t-il.

De la justice britannique, le chef tribal attend qu'elle contraigne Shell à accepter les conclusions d'une enquête de l'ONU qui avait pointé en 2011 les ravages de la pollution pétrolière dans l'Ogoniland, la région où vit la communauté Ogale.

"J'aimerais que la Haute Cour dise (à Shell): allez là-bas pour nettoyer, allez là-bas pour apporter de l'eau et offrir les soins médicaux nécessaires ! Allez-y et voyez, maintenant!", s'anime le leader de la communauté Ogale...

...Les attaques contre des oléoducs et les sabotages se sont multipliées cette année dans le Delta du Niger. Tout en condamnant ces actes, Okpabi insiste sur l'impératif pour Shell d' *"écouter ceux dans notre communauté qui agissent sans violence"*.

En janvier 2015, au terme d'une bataille juridique de trois ans, Shell avait accepté de verser plus de 80 millions de dollars à 15.600 pêcheurs de Bodo, une autre communauté nigériane touchée par deux importantes fuites de pétrole en 2008.

Les combats des citoyens, chercheurs et politiques contre le chalutage en eaux profondes n'a pas été vain

<http://www.bloomassociation.org/linterdiction-chalutage-profond-entre-vigueur-aujourd'hui/>

Extrait de "L'INTERDICTION DU CHALUTAGE PROFOND ENTRE EN VIGUEUR AUJOURD'HUI" :

"Le nouveau règlement encadrant la pêche profonde en Europe et dictant l'interdiction du chalutage au-delà de 800 mètres de profondeur entre en vigueur ce jeudi 12 janvier 2017. Après une réforme longue et douloureuse, le règlement (UE) 2016/2336 remplace enfin le règlement (CE) 2347/2002 devenu obsolète et inopérant pour protéger les écosystèmes profonds des ravages de la pêche industrielle.

Le règlement entrant en vigueur aujourd'hui marque une nette amélioration par rapport au cadre légal précédent. BLOOM et la Deep Sea Conservation Coalition, qui ont fait campagne conjointement pour mettre fin à la destruction systématique et légale des milieux marins et des espèces profondes vulnérables, ont produit un tableau comparant l'ancien règlement au nouveau, ainsi qu'aux résolutions édictées par l'ONU pour la pêche en haute mer.

Heureux hasard du calendrier : l'interdiction du chalutage profond entre en vigueur en Europe le jour même où Claire Nouvian est récompensée à Londres pour son combat contre la pêche destructrice par le prix "Ocean Award" de Boat Magazine, en partenariat avec la Blue Marine Foundation.

BLOOM a rappelé en juin 2016, au moment où l'accord politique fut trouvé en "trilogue" entre les trois institutions européennes, les nombreux reculs du texte par rapport à la version du Parlement européen que la rapporteure du texte aurait dû défendre mais qu'elle a bradée

⁶ [1] <http://www.bloomassociation.org/lavenir-des-oceans-profonds-aux-mains-de-leur-pire-ennemi-la-socialiste-isabelle-thomas/>

en raison de conflits d'intérêts et d'une prise de position ouvertement favorable aux industriels de la pêche. Les deux principales pertes sont la zone d'application du règlement qui ne concerne que les eaux européennes mais ne s'appliquera pas en eaux internationales de tout l'Atlantique Nord-Est, et l'ensemble des mesures contraignantes qui visaient à assurer une gestion durable des poissons d'eau profonde. « Le règlement conserve néanmoins toute sa valeur du point de vue de la protection des écosystèmes et des habitats d'eau profonde » commentait Claire Nouvian, Présidente de BLOOM, « ce résultat formidable est à mettre au crédit des citoyens, des chercheurs et des politiques mobilisés à nos côtés. »

Le Salvador, un pays qui interdit l'exploitation minière des métaux pour cause de pollution de l'eau

Par Altin Lazaj. Diffusion vendredi 31 mars 2017 : <http://www.rfi.fr/emission/20170331-le-salvador-interdit-exploitation-mini-ere-metaux?ref=fb>

« Cette interdiction est le fruit de plusieurs années de combats acharnés de la société civile et de l'Église catholique contre les exploitations minières... Le pays ne peut plus se permettre cette pollution estime Ricardo Navarro, directeur du Centre de technologie appliquée du Salvador.

'Le Salvador n'est pas un pays très riche en or. Il y a juste de quoi faire gagner un peu d'argent à quelques entreprises. Avec cette loi, on ne se prive donc pas de revenus importants. En revanche, pour extraire l'or, il faut utiliser beaucoup d'eau et de cyanure. Et cette eau polluée, elle reste ici. Or on a besoin d'eau potable, de forêts, de nourriture. Cette loi, c'est donc une grande victoire pour le pays.'

Le Salvador avait déjà décrété un moratoire sur les extractions de métaux, il y a presque dix ans. Une décision qui a provoqué la colère du géant minier australo-canadien Oceanagold. Ce dernier a demandé 250 millions de dollars de réparations au gouvernement salvadorien pour avoir refusé en 2008 un permis d'exploitation d'or, déjà pour des raisons environnementales.

A l'issue d'un procès long de 7 ans, l'entreprise a été déboutée par la cour d'arbitrage de la Banque mondiale. Les partisans de cette interdiction espèrent maintenant que ses voisins vont suivre l'exemple. Le Guatemala et le Honduras abritent plusieurs mines de métaux, et les trois pays ont en partage le fleuve Lempa, le plus important cours d'eau d'Amérique centrale".

Lorsque les salariés d'une compagnie pétrolière au Gabon réclament leur droit de grève et le respect de normes anti pollution

Publié par Loic Ntoutoume dans SOCIÉTÉ , vendredi 10 mars 2017 : <http://gabonreview.com/blog/maurel-prom-lexpulsion-de-christophe-blanc-exigee/>

« A la faveur d'une déclaration commune, lue le 10 mars, au siège de l'ONG Brainforest, les membres de la plate-forme nationale de la société civile (PNSC), en partenariat avec l'organisation nationale des employés du pétrole (Onep), ont réclamé du gouvernement le

10 mars 2017, l'expulsion du directeur général de Maurel & Prom, Christophe Blanc, pour 'sa responsabilité directe' par rapport aux agressions des travailleurs en grève sur site.

Il est reproché à Christophe Blanc, une implication directe par rapport aux agressions des travailleurs de Maurel & Prom en grève, sur le site Onal, le 23 février dernier. A cela s'ajoute la pollution environnementale, du fait du remplacement des travailleurs en grève par un personnel extérieur, les violations délibérées et flagrantes de la dignité de la personne humaine et violations des droits des travailleurs gabonais.

'Nous disons que nous n'accepterons plus ces manières d'agir. Nous allons user de tous ce que nous avons en notre possession, au niveau national et international, pour que les multinationales qui sont installées ici et qui se comportent de la sorte puissent savoir que le Gabon n'est pas un pays conquis', a assuré le coordinateur national de 'Tournons la page', Marc Ona Essangui..."

RIEN DE TEL QU'UNE BONNE CRISE !
Le défi des initiatives citoyennes

Livret

LA CRISE ALIMENTAIRE

Renée Lecomte

Actualisation



Illustrations de Caro

La crise alimentaire

Actualisation

Introduction

En 2008, l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base a entraîné la révolte des habitants de nombreuses villes des pays émergents. Plusieurs causes étaient à l'origine de cette situation : spéculation, mauvaise récolte etc. La crise s'est atténuée et tout semblait rentré dans l'ordre deux ans plus tard même si les prix n'avaient pas retrouvé encore leur niveau d'avant 2007 ;

Mais ce n'était qu'une pause !

Dés 2012-2013, de nouveau se répandait la peur d'une nouvelle crise alimentaire, plus dure celle-ci et plus grave car liée à l'évolution rapide du climat : température de plus en plus élevée, événements climatiques extrêmes. Mais l'augmentation de la population mondiale, l'accaparement des terres et leur destruction, le gaspillage des aliments lors de la production, de la distribution et de leur consommation, le jeu toujours plus important des spéculateurs et les politiques de plus en plus libérales des États ne font qu'aggraver la situation. Les organismes internationaux : FAO, PNUD, Banque Mondiale prévoient de graves difficultés pour l'avenir. La crise sera dure et durable... et chacun de proposer sa solution.

Diagnostic

L'idée que les défaillances multiples dans de multiples cultures pourraient rendre les aliments de base rares n'est même pas considérée comme une possibilité. Et pourtant !

<https://resistanceauthentique.net/2016/08/17/les-chances-dune-crise-alimentaire-mondiale-sont-en-hausse/>

“La vulnérabilité de la production alimentaire mondiale à des conditions météorologiques extrêmes est une réalité profonde à laquelle peu pensent. Compte tenu de l'abondance actuelle des aliments à l'échelle mondiale, la confiance dans des excédents alimentaires permanents et des bas prix des céréales est élevée. L'abondance mondiale de l'alimentation dépend des conditions météorologiques extrêmes qui restent rares. Si ces conditions météorologiques extrêmes deviennent monnaie courante, les excédents alimentaires mondiaux vont se transformer en pénurie.

Dans un contexte plus large, la chaîne mondiale d'approvisionnement alimentaire est un système du monde réel qui ne peut pas être « réglé » avec des gimmicks de financiers. Aucune somme issue de l'impression monétaire ne va remplacer les cultures perdues à cause des conditions climatiques extrêmes, reconstituer l'épuisement des aquifères d'eau douce, reconstruire par magie le sol perdu dû à l'érosion ou réparer les ravages environnementaux de la pollution industrielle. La plupart des gens ne se rendent pas compte qu'il faut six mois

pour développer une culture de blé et seulement, un gel dur unique peut décimer les rendements en un jour ou deux, tout aussi efficacement que la sécheresse peut dévaster des cultures qui ne sont pas irriguées”.

La Californie comme d'autres régions, a déjà connu sa première expérience dans ce domaine : trois années de sécheresse et ses productions en forte baisse.

<http://reporterre.net/La-secheresse-en-Californie-menace>

“La Californie connaît la pire période de sécheresse enregistrée depuis 120 ans. La région étant une des terres les plus productives du pays, cette sécheresse pose un problème national de sécurité alimentaire. Et remet en cause le système industriel de production alimentaire, basé sur la monoculture et extrêmement avide en eau.

Douze millions d'arbres sont déjà morts en Californie où les couleurs d'automne, en ce printemps 2015, annoncent des catastrophes. C'est la quatrième année consécutive de sécheresse,

Déjà, le 1er avril 2015, à 2 000 mètres d'altitude dans les montagnes de la Sierra Nevada, le gouverneur de Californie Jerry Brown, au lieu de neige, n'avait trouvé que de l'herbe beige et sèche. Et ce n'était pas un poisson d'avril !

La vallée centrale californienne qui s'étend sur 725 km entre la Sierra Nevada et la chaîne côtière de Californie, est peut-être la terre la plus productive au monde. On y a acclimaté quelque 230 variétés venues du monde entier. La plupart des salades, carottes, céleris, artichauts, tomates, brocolis ou asperges consommés aux États-Unis viennent de Californie qui produit aussi 84 % des pêches fraîches du pays et 94 % des prunes. Cette sécheresse pose donc un problème national de sécurité alimentaire. Ce jour-là, Brown a pris une mesure sans précédent. Arrosage réduit des pelouses, nouvelles normes des toilettes et des robinets, chasse au gaspillage, augmentation des tarifs... Même Beverly Hills, la ville des stars et l'une des plus avides d'eau, va réduire sa consommation de 36 % avec des amendes allant jusqu'à 10 000 dollars. Le gouverneur a signé un décret détaillant aux agences californiennes d'approvisionnement en eau comment en réduire l'utilisation de 25 % par rapport à 2013, une économie d'environ 500 milliards de gallons d'eau prévue d'ici à février 2016.”

Les paysans britanniques s'interrogent :

<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/agroalimentaire-biens-de-consommation-luxe/pourquoi-le-brexite-effraie-l-agro-alimentaire-britannique-582301.html>

Dans les colonnes du Guardian, le président de la NFU (National Farmers Union) Meurig Raymond déclarait *"Malheureusement, nous produisons seulement 60% de la nourriture que nous consommons, nous avons vu notre autosuffisance chuter dramatiquement, nous sommes donc très dépendants de l'importation d'aliments"*. Et il allait jusqu'à mettre en garde : *"Le gouvernement pourrait facilement être pris en otage par d'autres parties du monde Le commerce est très important pour le pays qui importe plus de 40% de ses produits alimentaires s'il y avait un désastre climatique ou si la monnaie est faible"*.

Causes et conséquences

Le système de production agricole conventionnel

On lui trouve aujourd'hui beaucoup d'inconvénients !

http://www.cprac.org/consumpediamed/sites/all/documents/link-tipos-cultivo_FR.htm

"Modèle majoritaire durant les dernière décennies, il est orienté vers l'obtention du rendement maximum en le moins de temps possible, et caractérisé par l'application de mécanisation et de phytosanitaires. Ce modèle présente beaucoup d'inconvénients dont les principaux sont : la baisse de la fertilité de la terre à long terme, les coûts que représentent les produits pour les agriculteurs, la toxicité de certains d'entre eux (pour ceux qui les appliquent et peut-être pour ceux qui les consomment dans le cas où des résidus pénètrent dans les fruits) et la pollution des eaux souterraines."

Le gaspillage alimentaire

Dans le monde

"Nous ne pouvons tout simplement pas permettre qu'un tiers de toute la nourriture que nous produisons soit gaspillée ou perdue à cause de pratiques inadéquates lorsque 870 millions d'êtres humains sont affamés chaque jour ".

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/196443/icode/>

"Le gaspillage effarant de 1,3 milliard de tonnes de nourriture chaque année n'est pas juste une gigantesque perte économique, il porte aussi un grave préjudice aux ressources naturelles dont l'humanité dépend pour se nourrir", indique un nouveau rapport de la FAO. Selon cette l'étude, le gaspillage alimentaire à l'échelle mondiale a lieu, pour 54 pour cent, "en amont", c'est-à-dire durant les phases de production et de manutention et stockage après-récolte, et pour 46 pour cent "en aval", soit aux stades de la transformation, de la distribution et de la consommation. En règle générale, les pays en développement sont plus touchés par les pertes alimentaires durant la production agricole; en revanche, les régions à revenus moyens et élevés connaissent davantage de gaspillage au niveau de la vente au détail et des consommateurs (où il représente 31-39 pour cent des pertes et gaspillages totaux) que les régions à faible revenu (4-16 pour cent)."

En France

<http://www.novethic.fr/empreinte-terre/dechets/isr-rse/gaspillage-alimentaire-les-chiffres-chocs-143933.html>

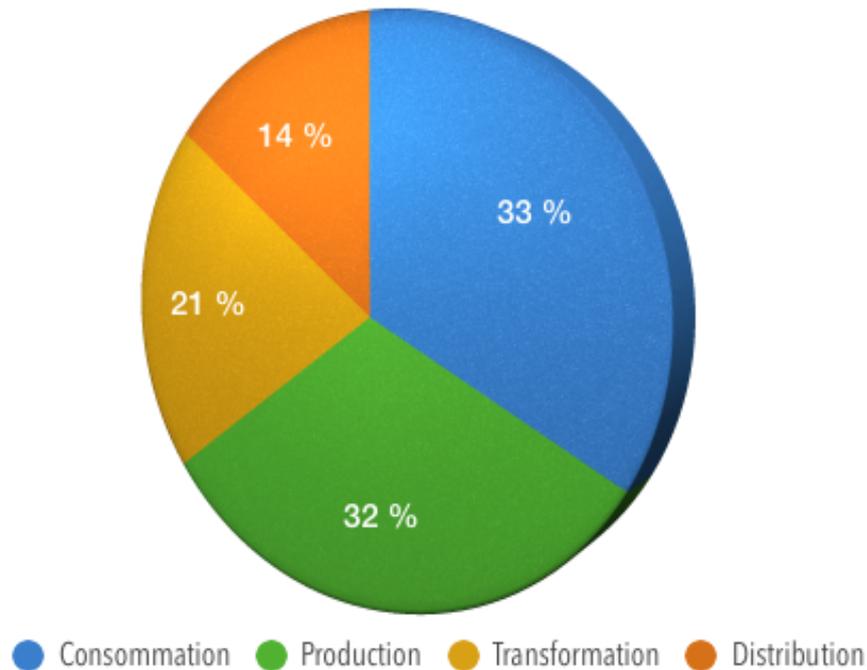
"Il suffit de 3 chiffres pour comprendre toute la problématique, la démesure et l'absurdité du gaspillage alimentaire. Ils viennent d'être publiés dans [une nouvelle étude de l'Ademe](#), inédite sur le sujet. Et ils donnent le tournis.

Chaque année en France, 10 millions de tonnes de nourriture destinées à l'alimentation humaine sont perdues ou gaspillées (elles peuvent cependant être utilisées en tant que nourriture pour animaux, compost ou pour produire de l'énergie par méthanisation). De quoi nourrir 10 millions de personnes pendant un an !

Tous responsables

Qui sont les responsables de ce grand gâchis ? Tout le monde, assure l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie. Si l'on remonte la chaîne alimentaire, 32% de la nourriture est gaspillée au moment de la production, 21% lors de la transformation, 14% lors de la distribution et 33% lors de la consommation."

RÉPARTITION DES PERTES ET GASPILLAGES EN POIDS



"Problème : ce gaspillage est étalé tout au long de la chaîne. Si l'on considère chacun des acteurs individuellement, les pertes peuvent paraître faibles : 4% chez les producteurs, 4,5% chez les transformateurs, 3,3% chez les distributeurs et 7,3% chez les consommateurs. "Cela rend le gaspillage presque invisible, ce qui ne favorise pas la prise de conscience", souligne Antoine Vernier, chargé de mission Gaspillage alimentaire à l'Ademe, qui a piloté cette étude. Et ce, alors même que ces pertes peuvent être très importantes en volume (ex : 3,2 millions de tonnes pour la production)."

l'accaparement des terres

Contre les étrangers ou les riches locaux accaparant leurs terres pour en faire des grandes exploitations ou y construire des villes, les paysans se défendent.

<https://www.grain.org/fr/article/entries/5508-accaparement-mondial-des-terres-agricoles-en-2016-ampleur-et-impact>

“Le choc des premières années du mouvement mondial d'accaparement des terres s'est atténué. On n'entend plus parler dans l'actualité de diplomates faisant des allers-retours depuis les pays du Golfe pour conclure avec des pays agricoles pauvres des accords portant sur un demi-million d'hectares. » Mais « la stratégie de sécurité alimentaire est toujours un facteur à l'origine des transactions sur les terres agricoles même si le battage médiatique autour de celle-ci s'est dissipée.

On n'entend plus parler, non plus, de certaines sociétés qui ont conclu d'importants accords portant sur des dizaines, voire même des centaines de milliers d'hectares, avec l'ambition de faire partie des plus grandes multinationales de l'agroalimentaire. » Beaucoup d'entre elles ont disparu. Même Karuturi, dont la concession de 300 000 hectares en Éthiopie faisait un exemple emblématique des nouveaux propriétaires agricoles, n'a pas le moindre résultat à présenter. Son entreprise de fleurs au Kenya a été liquidée et ses exploitations éthiopiennes sont inactives depuis deux ans. « Addax Petroleum en Sierra Leone voulait que son partenariat Public-Privé soit un exemple : il n'a pas réussi à rendre les terres suffisamment rentables en jatropha et les a revendues à une autre société.”

Mais que deviennent les paysans qui étaient censés travailler comme ouvriers agricoles !

“Le bon vieux développement de l'agro-industrie pour engranger des profits est maintenant la stratégie.

Ainsi les plantations de palmiers à huile sont à elles seules responsables d'une grande partie des accaparements de terres dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture au cours de ces dernières années. Les gouvernements jouent un rôle clé dans ce processus. Ils construisent des infrastructures, révisent les réglementations et concluent de nouveaux “partenariats publics-privés” qui facilitent les investissements du secteur privé dans l'agriculture, notamment pour les acquisitions de terres agricoles. Ils signent également de nouveaux accords sur le commerce et les investissements et des dispositifs d'aides destinés à faciliter le développement de l'agro-industrie.

De nouveaux acteurs du secteur financier apparaissent constamment.

La plupart envisagent de profiter des vrais « poids lourds » parmi les investisseurs institutionnels : les fonds de pension. On a pu constater au cours de ces dernières années une croissance spectaculaire des investissements des fonds de pension dans les terres agricoles.”

L'augmentation de la population

Il y a déjà près d'1 milliard de mal-nourris et 400 millions de personnes chroniquement sous-alimentées en 2016. Combien de plus durant les prochaines années. Que faire ?

<http://www.fao.org/docrep/U3550T/u3550t03.ht>

“Parallèlement à la croissance de la population humaine, les ressources ont été dégradées sur une grande échelle. A une époque où il nous faudrait produire davantage de nourriture, la détérioration des terres et le mauvais usage des produits chimiques entraînent une forte baisse de la production agricole.

Derrière cette crise, il y a le coefficient de multiplication de la population, qui détermine l'impact global sur les terres et la quantité de nourriture disponible. La croissance démographique se concentre dans les pays en développement, avec plus de 90 pour cent des naissances enregistrées dans le monde. Au cours des 10 prochaines années, la population du monde industrialisé n'augmentera que de 56 millions, alors que celle des pays en développement augmentera de plus de 900 millions. Quels que soient le type de technologie, le niveau de consommation ou de gaspillage et le degré de pauvreté ou d'inégalité, plus la population est nombreuse, plus son incidence est grande sur l'environnement et, par conséquent, sur la production alimentaire.”

Soins

L'agriculture climato-intelligente

Une agriculture climato-intelligente, une vraie ou une fausse bonne solution ?

<http://www.novethic.fr/empreinte-terre/agriculture/isr-rse/l-agriculture-climato-intelligente-une-fausse-bonne-solution-143666.html>

“C'est l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui l'utilise pour la première fois dans un document préparatoire pour la COP. Par ce terme, la FAO désigne une agriculture capable de répondre à trois objectifs :

- une augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles (sécurité alimentaire),
- l'adaptation et le développement de la résilience face au changement climatique
- et la réduction et/ou l'éradication des émissions (atténuation), dans la mesure du possible.

“La *Climate smart agriculture* prétend répondre au changement climatique en introduisant les nouvelles technologies dans l'agriculture. Mais la démarche camoufle l'extension de l'agriculture industrielle. Voici quelques exemples présentés comme des « success stories » :

- **Celle du maïs résistant à la sécheresse.** “Plus de cent nouvelles variétés ont été répandues parmi treize pays africains », se félicite le document. “Mais ce qu'il oublie de dire, c'est que ces maïs sont obtenus par sélection industrielle en laboratoire”, souligne

Christophe Noisette de l'association inf'OGM. "Il n'y a aucune sélection paysanne, dans les champs". Certains de ces maïs, pas tous, sont OGM (organismes génétiquement modifiés).

- Parmi les partenaires du projet, là encore, la fondation Bill & Melinda Gates et Monsanto. "De tels projets dits humanitaires existent depuis longtemps", poursuit Christophe Noisette. "Ces variétés, soi disant destinées à améliorer la sécurité alimentaire, sont en fait un cheval de Troie. Leur finalité est toujours la même : faire collaborer élites africaines et américaines pour ensuite vendre les OGM classiques, ceux résistants au Roundup".
- **Autre domaine d'innovation : les technologies de pointe**
- Les logiciels de précision pour adapter ses cultures aux caprices du climat. Bayer, grand fournisseur de pesticides en France, soutient la "rationalisation des pratiques agricoles" grâce "aux technologies de l'information et de la communication".
- Monsanto (encore !) a déboursé l'année dernière 930 millions de dollars (854 millions d'euros) pour racheter *The Climate Corporation*, une entreprise de "big data" dont le produit phare est une application qui permet aux agriculteurs de recevoir en temps réel des informations agronomiques et météo ultra-détaillées à l'échelle de chacun de leurs champs.
- Des projets de ce type, il en existe des dizaines : drones permettant d'évaluer au mètre près les besoins en azote d'une culture, plantes biofortifiées pour répondre aux techniques d'irrigation sophistiquées, assurance contre les intempéries pour protéger les agriculteurs..."

L'agro-écologie et l'agriculture familiale, une troisième voie ?

Extrait d'un interview de Olivier De Sutter in "défis Sud n*128/ décembre2015".

- DS : Entre le statu quo et la Nouvelle Alliance, vous dites qu'une troisième voie n'a pas été explorée par les pouvoirs politiques...
- ODS : C'est une voie qui me paraît plus prometteuse, qui consiste à investir dans l'agriculture familiale à petite échelle, à travers une formation technique et agronomique agroécologique qui est moins coûteuse en intrants. Elle favorise l'accès à l'agriculture pour des agriculteurs qui ont un recours difficile au crédit et qui ne peuvent pas s'endetter. Elle présente de surcroît des avantages environnementaux tout à fait considérables. Cette voie-là, n'a pas été suffisamment explorée. On n'a pas donné sa chance à l'agro-écologie de faire ses preuves. Or, tous les agronomes reconnaissent aujourd'hui que la voie adoptée au 20e siècle d'une agriculture très gourmande en énergie fossile et très gourmande en irrigation à grande échelle, est une agriculture qui n'a plus sa place au 21e siècle, qui doit faire davantage avec beaucoup moins et notamment qui doit limiter ses émissions de gaz à effet de serre et respecter les sols. Et donc, il y a une voie qui est en quelque sorte, une troisième voie. Ce n'est ni le statu quo ni la révolution verte telle qu'elle est aujourd'hui développée. Il est très important de développer l'agriculture de manière à ce qu'elle soit plus résiliente, plus diversifiée pour faire face, à l'avenir, aux chocs climatiques qui vont se multiplier et aux épidémies de plantes qui pourraient se développer et qui supposent qu'on ait des surfaces cultivées très diversifiées où les chocs

pourraient être mieux résorbés. On a peut-être trop investi dans la simplification de l'agriculture avec tous les risques qu'elle implique et trop peu reconnu la complicité de la nature”

Initiatives citoyennes

Une autre forme d'alimentation

Un village fait preuve d'une exemplarité

Une régie agricole dédiée, écoulant les 20 tonnes de sa production annuelle, d'astucieuses solutions d'organisation pour réduire et recycler les déchets...

<https://mrmondialisation.org/a-mouans-sartoux-les-cantines-sont-100-bio/>

“Située dans les environs de Cannes et de Grasse, la petite commune de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) a cette particularité d'être la seule en France dont les cantines scolaires servent des plats 100% biologiques. Dès la fin des années 1990, la municipalité de 10 000 habitants s'engage dans une démarche d'inclusion croissante de produits naturels dans les menus des cantines. La proportion de bio atteint les 25% en 2009, 50% en 2010, puis 100% au 1er janvier 2012. Adieu pesticides et autres intrants chimiques dans la nourriture des enfants.”

Diminution des déchets

“Mais les décideurs locaux ne s'arrêtent pas là. En 2010, une pesée des déchets de fin de repas met en évidence un gaspillage bien trop élevé. Ce constat encourage à revoir l'organisation dans les cantines. Une série de mesures est donc adoptée afin de réduire le volume de déchets. Et le bilan parle pour lui-même : 5 ans plus tard, le poids des déchets alimentaires dans la restauration collective a diminué de 80% ! Un record possible grâce à la participation de tous, même des enfants...”

Mais comment ? Leur méthode : adapter les quantités à la consommation réelle des enfants. C'est évident, mais la pratique demande de l'organisation. En effet, chaque élève choisit sa portion... et peut obtenir « du rab » à volonté. Les pommes et les oranges sont coupées en petits quartiers, eux aussi en service à volonté. Responsable, chacun consomme ce qu'il sait qu'il va manger. Une partie des repas étant préparée « en direct », la quantité de nourriture cuisinée est également plus adaptée. Par ailleurs, la commune s'engage à réduire la part de viande dans la consommation pour des questions écologiques. Chaque acteur se voit responsabilisé dans ses choix. Des choix qui pourront, peut-être, devenir des automatismes une fois à l'âge adulte.

Toutes ces mesures se ressentent sur le volume des déchets générés : de 40kg, la moyenne mensuelle de déchets générés à chaque repas était passée en 2014 à 10kg. Qui plus est, ceux-ci sont directement triés dans des poubelles adaptées. Heureuse conséquence : une économie de 0,20€ par repas (d'1,90€ en 2009 à 1,70€ en 2011, alors que la part du bio dans les cantines passait de 25% à 73%), ce qui finance le surcoût des produits

biologiques ! ...C'est ainsi que ce modèle de gestion raisonnable des quantités a permis de passer dans les cantines au 100% bio."

Autonomie alimentaire

"En 2010, la ville préempte le domaine d'Hautecombe, alors en friche. C'est une régie municipale agricole créée pour l'occasion qui en prend la charge, singularité nationale que Mouans-Sartoux partage avec Toulouse. "Préserver des cultures de proximité, c'est oeuvrer pour la sécurité alimentaire de demain", argumente l' élu.

Le Plan local d'urbanisme, voté l'an dernier, a multiplié par trois la surface réservée aux activités agricoles : elle est passée de 42 à 119 hectares. La ville prévoit d'y faciliter l'installation des agriculteurs qui s'engageront à produire bio. "Avec 130 hectares, soit 10 % de son territoire, la commune pourrait devenir autonome en fruits et légumes".

Une nourriture locale et même bio : c'est aussi possible dans une ville importante : l'exemple de Rennes

<http://www.ouest-france.fr/economie/consommation/gaspillage-alimentaire/rennes-un-plan-d-alimentation-ambitieux-pour-la-ville-4730836p>

"Le gaspillage alimentaire dans les écoles de la ville représente 1 tonne de denrées alimentaires par jour. On estime son coût à 30 centimes par repas et par enfant. »« En novembre 2016, la ville de Rennes lançait son Plan d'alimentation durable. Entre autres objectifs la réduction de 50 % du gaspillage alimentaire en 2020.

Fort de ce constat, la ville de Rennes s'est lancée en 2015 dans une politique volontariste sur le sujet. Et dans le cadre de son PAD (plan d'alimentation durable), elle s'est donnée des objectifs ambitieux pour 2020 : intégrer 20 % de denrées issues de l'agriculture bio, 20 % de denrées alimentaires durables (respectueuses de l'environnement et produites localement), mettre en place des outils de promotion de ces denrées auprès des familles et du grand public et diviser par deux le gaspillage alimentaire."

Une lutte contre l'accaparement des terres

En France : AFP | 19 janvier 2017

"Les députés ont approuvé mercredi soir une proposition de loi visant à "lutter contre l'accaparement des terres agricoles" par de grandes sociétés et à préserver le modèle français d'exploitation familiale en renforçant le pouvoir des Safer.

"L'accaparement de ces terres constitue une menace pour les exploitations familiales et l'installation des jeunes agriculteurs, en renchérissant le prix des terres et en limitant le foncier disponible à l'achat", a souligné le rapporteur de ce texte, Dominique Potier (PS). Les régions frontalières et celles à forte valeur ajoutée, comme les vignobles, sont les zones les plus en tension, "mais la nouveauté est que les régions dites intermédiaires comme des zones céréalières du centre ou de Normandie sont aussi rachetées massivement par des sociétés", étrangères ou françaises, selon lui."

La France est dotée du système des Safer, sociétés chargées de veiller à l'aménagement rural et foncier, qui disposent lors de la cession d'une exploitation agricole d'un droit de préemption.

Cependant, un fonds de gestion chinois basé à Hong Kong a récemment réussi grâce à un montage juridique à acheter 1.700 hectares de terres agricoles dans l'Indre sans que la Safer ne soit mise au courant.

Pour éviter cela, la proposition de loi, qui doit maintenant passer au Sénat, vise à assurer une meilleure transparence des cessions de parts ou actions de sociétés détenant du foncier agricole. Les acheteurs seraient obligés à déclarer leur acquisition à la Safer même s'ils prennent moins de 100% des parts qui était jusqu'à présent le seuil les obligeant à une déclaration et ouvrant la voie à une préemption possible."

En Afrique, en Ethiopie

Extrait d'un article de Rosa Moussaoui dans L'Humanité du Mercredi, 10 Août, 2016

"L'Éthiopie est depuis novembre 2015 le théâtre d'un mouvement de contestation et d'une répression féroce, qui a fait des centaines de morts. C'est, au départ, un projet d'expansion urbaine d'Addis-Abeba qui a mis le feu aux poudres. Ce plan d'urbanisme controversé, abandonné depuis, menaçait d'empiéter sur les terres ancestrales des Oromo. Ces dix dernières années, déjà, 150 000 paysans oromo ont été chassés de leurs terres par l'explosion démographique de la capitale ou par la location à long terme de terres cultivables à des capitalistes étrangers. Une politique délibérée, puisque, en vertu du droit éthiopien, la terre est propriété de l'État, ses occupants bénéficiant de droits coutumiers. Or, depuis 2010, le gouvernement éthiopien fait des ponts d'or aux multinationales de l'agrobusiness, auxquelles il a octroyé 3 millions d'hectares de terres sous forme de crédit-bail (leasing). Au détriment des éleveurs et cultivateurs locaux déjà durement affectés par de sévères et récurrentes sécheresses."

Une production de semences locales

Des semences paysannes face au désordre climatique : c'est indispensable !

<http://www.cncd.be/Des-semences-paysannes-face-au>

Pour lutter contre la perte de biodiversité dans les champs et la mainmise des semenciers industriels, des réseaux de paysans produisent aujourd'hui leurs propres semences. En Inde, dans l'État de l'Uttarakhand, une banque des semences a été créée sous l'impulsion de la militante écologiste Vandana Shiva.

A Dehra Dun, la capitale régionale, une banque de semences a été créée à cet effet par Vandana Shiva, militante écologiste, féministe et figure du combat altermondialiste en Inde. Navdanya, c'est le nom du projet, assure la survie de quelque 2 000 variétés de plantes propices à la culture biologique. La banque bénéficie aujourd'hui du soutien de l'association Sol. *"La conservation de semences est un gros travail, insiste Audrey Bouillot. Il ne suffit pas de stocker des graines, il faut les replanter pour faire évoluer les espèces, sinon elles sont figées"*.

Les paysans de 13 villages de l'Etat sont maintenant associés au projet. *"Nous avons formé près de 500 personnes, essentiellement des femmes, au travail de sélection et à la culture bio. Le résultat de nos efforts est là : en quatre ans, la biodiversité de la zone a augmenté d'un quart et la fertilité des sols s'est nettement améliorée."*

Une déclaration des droits des paysans

C'est possible et c'est en route...

<https://youtu.be/g4pSiJHjGZo>

Stop à la spéculation sur les denrées alimentaires.

Les citoyens s'activent : une longue campagne citoyenne en France.

<https://oxfamfrance.org/actualites/marches-agricoles-et-prix-alimentaires/speculation-agricole-loi-enfin-appliquee>

"Deux ans après notre campagne "Banques, la faim leur profite bien", et le vote en 2013 d'une loi limitant la spéculation agricole des banques, l'Etat s'est enfin décidé à appliquer la loi : une avancée obtenue sous la pression ! En février 2015, nous avons voulu savoir où en était la spéculation agricole française et vérifier si l'Etat et les banques tenaient leurs promesses ; Nous avons publié le résultat de nos recherches dans un nouveau rapport "[Les banques françaises spéculent-elles toujours sur la faim ?](#)". Malgré les promesses des banques, et le vote de la loi, le constat est sans appel : tout reste à faire.

Les banques, qui avaient promis de fermer une partie de leurs fonds contribuant à la spéculation sur les matières premières agricoles en ont ouvert d'autres. L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) n'avait mis en œuvre aucune des mesures de transparence prévues par la loi, et ce, plus de 18 mois après le vote de la réforme bancaire !

"La réforme bancaire était donc restée lettre morte... Nous avons exigé du ministère des Finances et de l'Autorité des marchés financiers, l'application de la loi. Sous la pression, et en amont de la publication de notre rapport, l'AMF a lancé dans l'urgence en décembre 2014 la modification de son règlement général pour pouvoir enfin appliquer la loi : les deux articles de la loi bancaire concernant la transparence sont d'ores et déjà appliqués. Les limites de position, quant à elles sont enfin mises en place, au 1er juillet 2015, comme initialement prévu par la loi."

En Suisse, une initiative populaire sur ce sujet brûlant déposée en avril 2014

http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/04/24/l-idealisme-des-jeunes-socialistes-suissees_4406502_3234.html#ls5gje0AdZQDVezW.99

"Un texte d'initiative populaire sur le sujet de société brûlant depuis la crise financière, présenté par les Jeunes socialistes et soutenu par les nombreuses ONG présentes en territoire helvétique, vient d'être déposé en chancellerie, avec plus de 100 000 signatures. C'est le seuil nécessaire pour lui donner force de proposition de loi et, souligne-t-on à Berne, une votation pourrait donc être organisée d'ici deux ans : *On ne joue pas avec la nourriture !*, assènent les Jeunes socialistes. L'initiative "Stop à la spéculation" met le verrou à l'enrichissement des spéculateurs."

Une votation a eu lieu en 2016 et a été rejetée mais elle a permis de mettre le sujet sur la table et d'en discuter

L'Europe ne suivra pas, pour le moment, l'exemple français. » : le coche est manqué !

<http://www.amf-france.org/Reglementation/Dossiers-thematiques/Marches/Directive-MIF/MiFiD-2---la-Commission-europeenne-adopte-une-directive-et-deux-reglements-delegues.html>

“Le 15 février 2017 le Parlement européen est revenu sur ses engagements de lutte contre la spéculation sur les matières premières (denrées alimentaires et autres produits de base tels que l'énergie). Le texte voté est bien loin des ambitions affichées initialement ”

José Bové, membre de la Commission Agriculture, a ajouté :

“Ce vote s'oppose à un contrôle des fonds de spéculation qui font la pluie et le beau temps sur les marchés internationaux, et je le déplore. Les denrées agricoles de base restent soumises à des jeux spéculatifs qui créent des crises de grande ampleur comme nous l'avons vu en 2008 et 2010, jetant les paysans du Sud et du Nord dans la misère. Le plus dur reste toujours à faire : interdire la spéculation sur les produits agricoles pour qu'aucune bulle spéculative ne puisse éclater et faire flamber les cours .”

Inscrire la souveraineté alimentaire dans la Constitution

En Suisse, une initiative populaire est en cours

A l'initiative du syndicat paysan « Uniterre » elle a recueilli 109 000 signatures en 2016 et a été acceptée. Une votation doit avoir lieu dans les deux ans.

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis455t.html>

La Constitution est modifiée comme suit :

Souveraineté alimentaire

1. Afin de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, la Confédération favorise une agriculture paysanne indigène rémunératrice et diversifiée, fournissant des denrées alimentaires saines et répondant aux attentes sociales et écologiques de la population.
2. Elle veille à ce que l'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes et en aliments indigènes pour animaux soit prépondérant et que leur production ménage les ressources naturelles.
3. Elle prend des mesures efficaces pour :
 - a. favoriser l'augmentation du nombre d'actifs dans l'agriculture et la diversité des structures;
 - b. préserver les surfaces cultivables, notamment les surfaces d'assolement, tant en quantité qu'en qualité;
 - c. garantir le droit à l'utilisation, à la multiplication, à l'échange et à la commercialisation des semences par les paysans.

4. Elle proscrit l'emploi dans l'agriculture des organismes génétiquement modifiés ainsi que des plantes et des animaux issus des nouvelles technologies de modification ou de recombinaison non naturelle du génome.
5. Elle assume notamment les tâches suivantes :
 - a. elle soutient la création d'organisations paysannes qui visent à assurer l'adéquation entre l'offre des paysans et les besoins de la population;
 - b. elle garantit la transparence sur le marché et favorise la détermination de prix équitables dans chaque filière;
 - c. elle renforce les échanges commerciaux directs entre paysans et consommateurs ainsi que les structures de transformation, de stockage et de commercialisation régionales.
 - d. Elle porte une attention particulière aux conditions de travail des salariés agricoles et veille à ce qu'elles soient harmonisées au niveau fédéral.
6. Pour maintenir et développer la production indigène, elle prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés et en régule les volumes d'importation.
7. Pour favoriser une production conforme aux normes sociales et environnementales suisses, elle prélève des droits de douane sur les produits agricoles et les denrées alimentaires importés non conformes à ces normes et peut en interdire l'importation.
8. Elle n'accorde aucune subvention à l'exportation de produits agricoles et de denrées alimentaires.
9. Elle garantit l'information et la sensibilisation sur les conditions de production et de transformation des denrées alimentaires indigènes et importées. Elle peut fixer des normes de qualité indépendamment des normes internationales.
10. Disposition transitoire ad art. 104c (Souveraineté alimentaire)

Le Conseil fédéral soumet les dispositions légales nécessaires à l'exécution de l'art. 104c à l'Assemblée fédérale au plus tard deux ans après l'acceptation de cet article par le peuple et les cantons.

RIEN DE TEL QU'UNE BONNE CRISE !
Le défi des initiatives citoyennes

Livret

LA CRISE FINANCIÈRE

Valérie Bouloudani

Actualisation



Illustrations de Caro

La crise financière

Actualisation

Diagnostic

Déjà 10 ans !

- 2007-2017 : Les causes d'une crise financière qui a déjà 10 ans par Eric Toussaint du CADTM (Comité pour l'annulation des dettes illégitimes), publié le 29 mars 2017

<http://www.cadtm.org/2007-2017-Les-causes-d-une-crise>

Extrait de l'article : *"Alan Greenspan confirme, dans ses mémoires écrits juste après l'éclatement de la crise en 2007, qu'il y avait une stratégie politique à la base de l'attitude adoptée par la Réserve fédérale en soutien à la politique de Bush."*

- Les 10 ans de la crise des Subprimes dans les Chroniques de Sapir, émission sur la chaîne YouTube, publié le 31 janvier 2017

https://fr.sputniknews.com/radio_sapir/201701311029876556/

Texte d'introduction de la vidéo : *"En 2007, la crise des subprimes débutait avec l'inversion de la courbe des prix de l'immobilier aux États-Unis. La crise se répandit alors auprès de banques de plus en plus importantes jusqu'à la faillite de Lehmann Brothers. Dix ans après, avons-nous retenu les leçons de ce choc mondial ? Selon Catherine Riches-Florès (économiste), « nous n'avons probablement tiré aucune leçon de cette crise [...] aujourd'hui 10 ans après, les conséquences sont encore très présentes. » Pour régler la crise, Mme Riches-Flores explique que « les banques centrales ont d'abord sauvé les banques [...] puis ont inondé l'économie de liquidités. » L'économiste constate alors que « nous avons à peu près tous les mêmes tenants que ce qui a créé la crise en 2008. » Josse Roussel (professeur à Paris School of Business) estime que « nous sommes passés d'une bulle à l'autre. La bulle qui éclate au début des années 2000, la bulle dite Internet se transforme quelques années plus tard en une bulle immobilière et des dérivés de crédit [...] On est en train d'observer le même phénomène aujourd'hui [...] par les injections massives de liquidités [...] et la combinaison de taux d'intérêt très faibles..."*

Une autre crise financière peut donc encore arriver...

- D'où viendra la prochaine crise financière ? par Jézabel Couppey-Soubeyran, publié le 2 février 2017

https://www.scienceshumaines.com/d-ou-viendra-la-prochaine-crise-financiere_fr_37617.html

Extrait de l'article : *"La crise financière enclenchée en 2007-2008 avait ouvert une fenêtre d'opportunité pour une profonde réforme du système financier car, comme le disait Jean Monnet, « les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise ». Et, de fait, quelques réformes ont eu lieu pour relever les digues*

autour du secteur bancaire et financier, l'assainir et en prévenir l'instabilité. En Europe, les principales mesures concernent la solidité des banques, la réorganisation de leur surveillance et leur résolution en cas de défaillance. Aux États-Unis, la loi Dodd-Frank a été adoptée en réponse à la crise. Elle vise également à mieux contrôler les secteurs bancaires et financiers. Ses réformes vont dans le bon sens mais elles n'ont pas été menées assez loin alors même qu'aux États-Unis comme en Europe leur temps semble déjà révolu."

- *Les réformes bancaires sont malheureusement inachevées*, interview de Christophe Nijdam (Finance Watch, ONG prônant l'instauration d'un système financier durable et au service de la société), publiée le 6 décembre 2016

<https://www.letemps.ch/economie/2016/11/06/reformes-bancaires-malheureusement-inachevees>

Extrait de l'article : "Huit ans après la faillite de Lehman Brothers, peut-on dire que les risques systémiques de la planète finance sont maintenant maîtrisés ? Oui et non, mais plutôt non. Oui dans le sens qu'en huit ans, plusieurs réformes ont été faites, mais elles sont malheureusement inachevées. Par exemple, pour les produits dérivés, on a mis en place des chambres de compensation, ce qui diminue le risque de défaillance de l'un des acteurs qui pourrait à son tour entraîner d'autres défaillances. Mais ces chambres ne vont traiter que deux tiers des volumes, laissant encore un vaste champ de mines pour le risque systémique lié aux dérivés. Regardez le cas de la Deutsche Bank. Il n'est pas normal que huit ans après la chute de Lehman, les réformes mises en place ne puissent pas éviter les incertitudes actuelles. C'est un problème très important de par sa taille, beaucoup plus que celui de Lehman à l'époque. Son bilan pèse trois fois plus que la banque américaine, tandis que son hors-bilan en produits dérivés est... soixante fois plus important que Lehman à l'époque. Conséquence : il n'est pas envisageable de laisser la Deutsche Bank faire faillite. Elle est beaucoup plus grosse et le cataclysme qui s'ensuivrait pourrait être beaucoup plus grave. Quand Angela Merkel, la chancelière allemande, dit que l'État n'interviendrait pas pour sauver cette banque, c'est une posture politique digne du «wishful thinking».

- *Donald Trump lance le détricotage de la régulation financière* - Le président américain a signé deux décrets visant à revenir sur la loi Dodd-Frank adoptée en 2010 par le Congrès par Stéphane Lauer, publié le 3 février 2017

http://www.lemonde.fr/donald-trump/article/2017/02/03/donald-trump-s-attaque-au-demantelement-de-la-reglementation-financiere_5074439_4853715.html#ckRIOUoxGiAQRIDm.99

Extrait de l'article : "M. Trump souhaite permettre aux banques « to lend again » (« de prêter de nouveau »). Le nouveau président estime que les établissements financiers sont trop contraints par la réglementation pour faire des crédits. En l'allégeant, il espère améliorer la situation des Américains. Cette vision est toutefois partiellement contredite par les chiffres. Selon les statistiques de la Réserve fédérale (Fed, banque centrale américaine), le montant total des prêts auprès des établissements ont dépassé les 9 000 milliards de dollars (8 344 milliards d'euros) en 2016, soit 25 % de plus qu'en 2013. Certes le montant total des prêts accordés aux PME n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant-crise, mais, désormais, les banques sont obligées d'être beaucoup plus scrupuleuses sur les capacités de remboursement de leurs clients. « Le discours ambiant consiste à dire qu'en permettant un maximum de flexibilité, tout le monde va en profiter. Mais la réalité historique montre que ce n'est pas tout à fait ce qui

s'est produit en 2007. En termes d'état d'esprit, cela ressemble un peu à un retour à la case départ », souligne M. Borde (consultant chez Sia Partners à New York)."

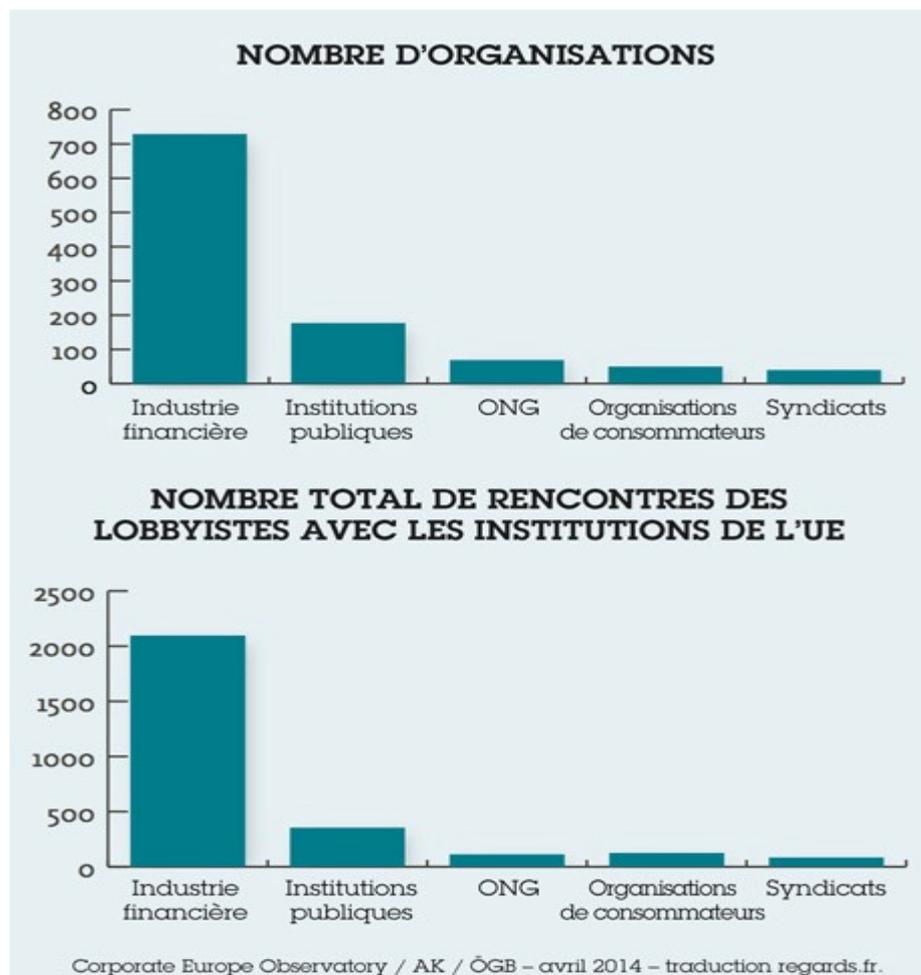
Causes et conséquences

La puissance des financiers

- *Comment les lobbys financiers condamnent Bruxelles à l'impuissance politique* par Jérôme Latta, publié le 16 avril 2014

<http://www.regards.fr/web/comment-le-lobby-financier,7667>

Extrait de l'article : "1.700 lobbyistes, 120 millions d'euros par an, c'est ce que mobilise l'industrie financière pour "influencer" les institutions européennes et parfois dicter les directives. Une étude de l'ONG Corporate Europe Observatory montre l'étendue d'un système toléré en toute opacité."



- *Les dirigeants des banques bloquent la réglementation bancaire par intérêt personnel* par Michel Crinetz, publié le 9 mars 2017

<https://blogs.mediapart.fr/michel-crinetz/blog/090317/les-dirigeants-des-banques-bloquent-la-reglementation-bancaire-par-interet-personnel>

Extrait de l'article : *"Pour éviter la reproduction de la crise financière, on a, ces dernières années, exigé des banques davantage de capitaux propres, pour absorber les pertes éventuelles. Cette exigence internationale est actuellement bloquée par les banquiers. Les niveaux minimaux obligatoires de fonds propres ont un peu augmenté depuis la crise, mais ils partaient de tellement bas qu'ils restent beaucoup trop faibles, et en outre sont largement calculés au gré des banques elles-mêmes, prérogative qui leur a été inconsidérément offerte en 2004 et qu'elles refusent à présent d'abandonner, même partiellement. Motif invoqué : les capitaux propres en plus leur coûteraient trop cher, et elles ne sauraient pas les rémunérer correctement. En conséquence, elles seraient obligées de réduire leurs opérations, et donc faire moins de crédits à l'économie, freinant ainsi la croissance."*

- *Les banksters saignent le système monétaire en Italie et ailleurs - Après la crise de 2008, rien n'a vraiment changé : ni les hommes, ni les armes financières massives par Alexandre Anizy, publié le 28 juillet 2016*

<https://blogs.mediapart.fr/alexandre-anizy/blog/280716/les-banksters-saignent-le-systeme-monetaire-en-italie-et-ailleurs>

Extrait de l'article : *"L'Europe n'a pas fait mieux. En France, la crise a accentué la concentration bancaire (le too big to fail vaut plus que jamais) : sans compter le hors bilan où sont logées les poisons financiers, le bilan de la seule BNP Paribas est d'environ 2.000 milliards d'euros, soit le PIB de la France. En 2014, 5 % des 7.000 milliards d'euros inscrits au bilan des banques françaises sont constitués de prêts aux PME : c'est très peu. En 2014, l'encours des produits dérivés (actifs financiers dont faisaient partie les subprimes) de 710.000 milliards de dollars dépasse son niveau de 2008 : 90 % de ce volume sont des instruments sur les taux de change et les taux d'intérêt. Les banques réalisent 90 % de la création monétaire, fixant ses prix, et elles manipulent les marchés (Cf le scandale du Libor, etc.) : plus les Banques Centrales injectent des liquidités, plus les marchés de titres, actions et obligations et leurs dérivés augmentent ; plus le bilan des banques augmente, plus leurs profits croissent. L'argent injecté ne va pas aux entreprises et aux ménages (via le crédit) : c'est pourquoi il est faux de dire que les banques soutiennent la croissance."*

Des politiques économiques idéologiques

- *Qu'est-ce que l'austérité ? : Un choix idéologique*

<http://www.agoravox.tv/actualites/economie/article/qu-est-ce-que-l-austerite-un-choix-41209>

Une courte vidéo montrant la réalité des dessous de l'austérité au Québec et au Canada, mais tout à fait transposable à nombre de pays dans le monde.

- *La politique sous l'emprise d'une idéologie économique par Gilbert Blardone, publié le 26 avril 2017*

<http://blardone.blog.lemonde.fr/2016/04/26/la-politique-sous-lemprise-dune-ideologie-economique/>

Extrait de l'article : *"Les gouvernements sous influence ultralibérale entretiennent une contradiction permanente entre une politique macroéconomique d'austérité au niveau*

des Etats, régions, collectivités publiques et une politique de relance au niveau des entreprises. Les entreprises ont été fortement imposées dans un premier temps, et soutenues par la suite pour tenter de sortir de la crise (crédits d'impôts, allègement de charge, subventions, etc...) Malheureusement ces « dons aux entreprises » ne suffisent pas à relancer les trois moteurs de l'activité : la consommation, l'investissement, les exportations et les carnets de commandes ne se remplissent pas assez, l'activité économique tarde à repartir, les entreprises n'embauchent pas suffisamment pour « inverser la courbe du chômage » et compenser la politique macroéconomique restrictive (blocage des rémunérations du secteur public ; suppression de postes ; baisse des allocations aux collectivités publiques, réduction des investissements publics etc...).

- Les conséquences économiques de l'austérité par Amartya Sen, publié le 1er juillet 2015

<http://www.alternatives-economiques.fr/consequences-economiques-de-lausterite/00006070>

Extrait de l'article : "Il s'est produit une étrange confusion, dans la pensée politique, entre le besoin réel de réforme institutionnelle en Europe et le besoin imaginaire d'austérité - deux choses pourtant bien différentes. Sans aucun doute, l'Europe a besoin, depuis longtemps, de nombreuses réformes, qu'il s'agisse de la lutte contre l'évasion fiscale, de l'âge de départ à la retraite, d'une durée du travail plus raisonnable, de la suppression de rigidités institutionnelles, y compris celles qui affectent le marché du travail. Mais la justification véritable, et puissante, des réformes institutionnelles doit être distinguée de la justification imaginaire d'une austérité aveugle, impuissante à changer le système, mais source de lourdes souffrances. La réunion de ces deux notions en une sorte de composé chimique rend très difficile de défendre une réforme sans couper en même temps à tout-va dans les dépenses publiques. Et cela, bien sûr, ne sert pas la cause de la réforme. [...] Une comparaison pour mieux me faire comprendre : c'est comme si une personne demandait un antibiotique pour lutter contre sa fièvre et qu'on le lui administrait mélangé à de la mort-aux-rats. Vous ne pouvez pas prendre l'antibiotique sans prendre également la mort-aux-rats."

La montée des populismes

- Tenir bon, après dix ans, les extrémistes sont fatigués ! - Les crises financières systémiques encouragent la perte de confiance des citoyens et les poussent dans les bras des extrémismes par Joëlle Kuntz, publié le 14 février 2017

<https://www.letemps.ch/opinions/2017/02/14/tenir-apres-dix-ans-extremistes-fatigues>

Extrait de l'article : "Une étude universitaire* démontre le mécanisme répétitif de la perte de confiance depuis 140 ans. Trois chercheurs allemands, Manuel Funke, Moritz Schularick et Christoph Trebesch, ont rassemblé et analysé les données économiques et politiques de vingt pays industrialisés entre 1870 et 2014. Ils ont corrélé les crises économiques ou financières qui s'y sont produites avec les 827 élections parlementaires, manifestations de rue et grèves qui les ont suivies. Et ils ont découvert le pot aux roses : c'est après les crises systémiques des banques et de la finance que la démocratie part en vrille. [...] Une récession, même désastreuse, a tendance à provoquer un ralliement autour du gouvernement et des partis en place. Elle est souvent interprétée comme un malheur imputable à des événements extérieurs, et de ce fait, elle est excusable. Tandis qu'une crise financière est vue comme le résultat d'erreurs politiques, d'insouciance morale et, suite aux interventions de la puissance publique,

de favoritisme social. Elle est donc inexcusable. Les citoyens cessent d'avoir confiance. Ce qui aurait pu être évité ne l'a pas été. [...] L'autre découverte de cette étude a la forme d'une bonne nouvelle : les effets politiques d'une crise financière sont temporaires. Ils diminuent avec le temps. Leur durée moyenne est d'environ dix ans. Le temps sans doute que la fatigue s'empare d'une génération d'extrémistes et qu'une nouvelle routine démocratique rende aux citoyens la tranquillité de leur vie en commun. 2018 ? 2020 ? Si c'est vrai, c'est quand même loin !"

Soins

Les intérêts des uns font le malheur des grecs (et des autres)

- Position de l'économiste Thomas Piketty sur la dette grecque et en Europe, publié 23 juin 2015

<https://www.youtube.com/watch?v=Vlzv3peNLFk>

Extrait : *"On a déjà vu dans le passé des dettes publiques encore plus importantes que ce que l'on a actuellement..."*

- *La scandaleuse politique grecque de l'Europe*, par Jürgen Habermas, publié le 24 juin 2015

http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/06/24/la-scandaleuse-politique-grecque-de-l-europe_4660360_3232.html

Extrait de l'article : *"Une véritable politique européenne consisterait à effacer une partie de la dette grecque. Car ce pays a le droit de prendre un nouveau départ comme l'Allemagne le fit en 1954. Ce n'est pas aux banquiers, mais aux citoyens de prendre les décisions qui concernent l'Europe. Le résultat des élections en Grèce (référendum de 2015 : A la question « Faut-il accepter le plan d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) lors de l'Eurogroupe du 25 juin ? », les grecs ont répondu à environ 62% « Non ») exprime le choix d'une nation dont une large majorité se met en position défensive face à la misère sociale aussi humiliante qu'accablante provoquée par une politique d'austérité imposée au pays de l'extérieur. [...] le gouvernement grec tente de provoquer un changement de politique dans l'eurozone. En agissant ainsi, il se heurte aux représentants de dix-huit autres gouvernements, qui justifient leur refus en se référant froidement à leur propre mandat démocratique. [...] les hommes politiques de Bruxelles et de Berlin se refusent à endosser leur rôle d'hommes politiques lorsqu'ils rencontrent leurs collègues athéniens. Ils en ont certes l'allure, mais, lorsqu'ils parlent, ils le font exclusivement dans leur rôle économique, celui de créanciers. [...] Angela Merkel a fait d'emblée monter le FMI dans le bateau : cet organisme [...] agit dans l'intérêt général des investisseurs, tout particulièrement des investisseurs institutionnels. En tant que membres de la "troïka", les institutions européennes ont fait cause commune avec cet acteur-là, si bien que les politiques, pour autant qu'ils agissent au titre de cette fonction, peuvent se replier dans le rôle d'agents opérant dans le strict respect des règles et auxquels il n'est pas possible de demander des comptes. Cette dissolution de la politique dans la conformité au marché peut peut-être expliquer l'insolence avec laquelle les représentants du gouvernement*

allemand [...] nient leur coresponsabilité politique dans les conséquences dévastatrices qu'ils ont pourtant acceptées [...] lorsqu'ils ont imposé le programme d'économies néolibéral..."

- *Le FMI juge la dette grecque "totalement intenable"* publié le 7 février 2017

<http://www.lesinrocks.com/2017/02/news/fmi-juge-dette-grecque-totalement-intenable/>

Extrait de l'article : "Malgré le lourd tribut payé par la population pour sortir de la crise dans laquelle elle est engluée depuis des années, la Grèce est toujours plombée par un endettement énorme imposé par l'Europe. C'est le FMI lui-même qui s'inquiète du poids de cette dette qu'elle juge "totalement intenable" et qui appelle les Européens à se mobiliser pour réduire ce que doit Athènes."

La méthode islandaise

- *Miracle à Reykjavik : Comment l'Islande s'est sortie de la crise en faisant l'inverse des autres* par Nicolas Goetzmann, publié le 16 juin 2015

<http://www.atlantico.fr/decryptage/miracle-reykjavik-comment-islande-est-sortie-crise-en-faisant-tout-inverse-autres-nicolas-goetzmann-2196384.html>

Extrait de l'article : "Après la Grèce, l'Islande est le pays qui a connu la plus sévère cure d'austérité suite à la crise de 2008. Mais contrairement aux pays de la zone euro, l'Islande est parvenue à des résultats probants en couplant son austérité fiscale à une relance monétaire. [...] Car ce qui a permis à l'Islande de rendre possible cette dose d'austérité massive tient en un seul mot : la monnaie. En mettant en place une relance monétaire de très grande ampleur, la Banque centrale islandaise a massivement soutenu l'économie du pays. Ce que le pouvoir budgétaire prenait d'une main a été redonné par la main monétaire. [...] Au contraire du cas grec, la stratégie macroéconomique de l'Islande a été de partager le coût de la crise entre le capital et le travail. Le capital a subi l'érosion de l'inflation et le chômage a progressé de 2.4% en 2008 à 7.4% en 2010, pour revenir à ce seuil actuel de 4.3%. En Grèce, seul le travail a été mis à contribution et s'affiche aujourd'hui à 26.6% de la population active. Pour le moment. Lorsque les créanciers grecs ont consenti un sacrifice en 2011, ils ont traité la conséquence du problème sans s'attacher à ces causes. A l'inverse, L'Islande a été s'attaquer aux racines du mal."

- *L'Islande, sortie de crise ?* publié 23 février 2014

<https://www.youtube.com/watch?v=eZukVhUamh8>

Extrait : "Ce que la zone Euro peut retenir la méthode islandaise, plus que la mise en ordre du secteur financier, c'est l'affirmation de décisions strictement politiques et des processus démocratiques sur les intérêts des marchés financiers."

C'est par où la sortie ?

- *Les solutions de sortie de crise sont en crise* par Jean-Michel Saussois, publié en automne 2013

<https://ideas.revues.org/649>

Extrait de l'article : *"Si les solutions de crise sont elles-mêmes en crise, dans un univers qui se recompose selon des lignes de force différente, il nous faut trouver un nouveau cadre conceptuel qui permette de saisir la trame qui définit les sociétés dans lesquelles nous vivons aujourd'hui. [...] Je propose comme facteur saillant le fait que les grandes entreprises [...] sont en train de devenir l'acteur dominant d'une économie mondialisée et que ces organisations économiques deviennent des institutions politiques, mais des institutions qui connaissent elles aussi une crise, une crise de légitimité auprès de la société civile. [...] L'économie double en permanence le politique. Ces grandes entreprises plongent toujours leurs racines dans le marché mais s'en affranchissent fortement. Sans pouvoir nommer ce phénomène autrement que par capitalisme des organisations, voilà ce qui me semble caractériser le capitalisme aujourd'hui. C'est cette piste de recherche qu'il me semble urgent d'explorer avec sérénité [...]. Ces grandes entreprises sont en train de donner le tempo d'une musique souvent coproduite avec des États qui se trouvent eux-mêmes en difficulté mais qui gardent le monopole de la violence légitime si la résignation laisse la place à la révolte..."*

- *D'une crise financière à l'autre, comment limiter la casse ?* Vidéo du Club Vigilants de Finance Watch, publiée 22 juin 2016

Extrait : <https://vimeo.com/171735419>

Intégrale : <https://vimeo.com/171909559>

Christophe Nijdam est Secrétaire Général de Finance Watch, une ONG prônant l'instauration d'un système financier durable et au service de la société, favorisant l'investissement plutôt que la spéculation. Spécialiste reconnu de la finance internationale, il expose le 13 juin 2016 son point de vue sur la situation réelle et les menaces que fait encore et toujours peser l'industrie financière sur le monde et comment rendre le système bancaire international plus résistant.

- *Il n'y aura pas de sortie de crise sans la résolution des problèmes environnementaux et sociaux*, interview de Jean-Marie Harribey, publié le 30 janvier 2012

<http://www.novethic.fr/lapres-petrole/transition-energetique/isr-rse/il-n-y-aura-pas-de-sortie-de-crise-sans-la-resolution-des-problemes-sociaux-et-environnementaux-136576.html>

Extrait de l'article : *"[...] il n'y aura pas de sortie de crise sans solution alliant la résolution des problèmes sociaux et environnementaux. Le capitalisme est confronté à une double impasse. D'abord, il ne peut plus penser l'accumulation basée sur la finance. Une finance qui a pu se développer avec cette ampleur parce que l'exploitation de la force de travail s'est renforcée, ce qui a conduit à une dégradation des conditions sociales, du chômage, etc. Deuxièmement, il y a la barrière de la finitude des ressources de la planète. Nous pensons donc que la sortie*

de crise ne peut être pensée sans remise en cause de l'exploitation de la force de travail, que la finance a organisée, et du modèle productiviste."

- *Et si l'on devenait intelligents ?* Quatrième de couverture (dernière page extérieure) du livre *La dééconomie* : *Quand l'empire de la bêtise surpasse celui de l'argent* de Jacques Généreux, publié en 2016 (Editions Seuil)

Extrait : "Le nouveau management n'est pas seulement inefficace, il tue des gens. La théorie économique dominante n'est pas simplement discutable, elle est absurde. Et les politiques économiques ne sont pas juste impuissantes à nous sortir des crises... elles nous y enfoncent ! Tout cela est à proprement parler « déconnant », c'est-à-dire à la fois insensé, imbécile, catastrophique et incroyable. Toutes ces folies sont clairement associées à l'extension du pouvoir de l'argent dans le capitalisme financiarisé. Mais le pouvoir des riches n'explique pas tout. Car les journalistes, experts, universitaires et élus qui soutiennent cette dééconomie ne sont pas tous « au service du capital ». Dès lors, rien n'est plus troublant que l'aisance avec laquelle une large fraction de nos « élites » adhère aveuglément au même fatras d'âneries économiques, et s'enferme dans le déni du désastre engendré par sa propre ignorance. Diagnostiquer cet effondrement massif de l'entendement pour lui trouver quelque antidote : tel est le but essentiel de ce livre."

Voir aussi <https://www.youtube.com/watch?v=ytISdMv6y3Q&t=207s>

Initiatives citoyennes

Mettre les sciences économiques aux mains des citoyens

Une Convention citoyenne sur l'économie

Entre février et avril 2017, un panel de 14 citoyen-ne-s sélectionné-e-s par appel à candidature ont participé à la première Convention citoyenne sur l'économie, organisée dans le cadre de la Chaire Unesco Bernard Maris. Dans le document final intitulé *"Adresse citoyenne aux économistes"*, ces 14 citoyen-ne-s dressent des constats et formulent des recommandations démontrant que les citoyen-ne-s peut s'emparer de sujets économiques complexes et en apporter une vision nouvelle et constructive. Parmi les recommandations, il est noté : « Nous souhaitons que l'objet économique soit étudié de manière plurielle afin d'enrichir l'expertise et d'éclairer davantage la décision. Le recours d'autres courants, d'autres disciplines, la transversalité, l'apport de connaissances scientifiques comme profanes permettrait de mieux appréhender un monde de plus en plus complexe et de prendre en compte les interactions entre les contextes, les organisations, les institutions, les acteurs, l'environnement, etc."

<http://www.chairebernardmaris.alliss.org/>

Un Collectif avec des solutions pour sortir de la crise et changer de modèle

Le Collectif Roosevelt est un mouvement citoyen d'action et de formation politique créé en 2012 par Stéphane Hessel, Edgar Morin, Susan George, Cynthia Fleury, Pierre Larrouturou, etc. Aujourd'hui, plus de 115 000 citoyens ont signé son manifeste *"15 solutions pour sortir*

de la crise et changer de modèle" et 20 groupes locaux sont actifs en France. Le collectif s'inspire du président américain F.D. Roosevelt, qui en 1933, en pleine crise économique, mit en place 15 mesures économiques courageuses en 3 mois pour changer la donne. Le collectif Roosevelt formule 15 propositions concrètes et financées qui ont pour objectif "d'éviter un effondrement de l'économie, pour mettre fin au chômage, pour construire une société plus juste et mettre en marche une réelle transition à la mesure du défi climatique et de construire une Europe démocratique".

<https://collectif-roosevelt.fr/le-collectif/>

Revoir la création monétaire

Initiative Monnaie Pleine

En Suisse : Une initiative populaire fédérale "Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale" (Initiative Monnaie Pleine)

Qui doit créer notre argent : les banques privées ou la Banque nationale ? C'est la question que pose l'Initiative Monnaie Pleine et sur laquelle les citoyen-ne-s voteront en 2018.

<https://www.youtube.com/watch?v=witHN8nDwgA>

Après la monnaie locale, Le Léman, voici le crédit mutuel Le Lémanex

Créée en septembre 2015, la monnaie locale, Le Léman est transfrontalière et elle peut donc être utilisée de Lausanne à Evian en passant par Genève. Un Léman est égal à un francs ou un euro. Aujourd'hui, ce sont 400 entreprises qui ont déjà adopté ce moyen de paiement, ce qui représente entre 3 et 4000 personnes. Les créateurs de cette monnaie ont décidé d'aller plus loin en lançant le Lémanex, un crédit mutuel qui a pour objectif de créer de la trésorerie pour les entreprises. Une quarantaine de sociétés sont déjà partantes.

<https://www.rts.ch/info/economie/8482339-la-monnaie-alternative-leman-entre-dans-l-ere-electronique.html>

La finance participative pour supprimer les intermédiaires

<https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/la-premiere-plateforme-de-crowdlending-ou-pret-participatif-ouvre-en-suisse-romande?id=8533555>

Tout le monde a déjà entendu parler du "crowdfunding", le financement participatif par le don qui permet de financer divers projets (culturels, solidaires, etc.) en sollicitant la générosité des financeurs via une plateforme sur le net. Le crowdlending est le financement participatif par le prêt.

Dans le canton Genève, voir <https://wecan.fund/>